

INFORM-ACTION

REVUE DES ÉDUCATRICES ET ÉDUCATEURS FRANCOPHONES DU MANITOBA

UNE AGENCE DE THE MANITOBA TEACHERS' SOCIETY

VOLUME 47, NUMÉRO 4, MAI / JUIN 2018



Prêts à la mobilisation

« Le français n'est pas qu'une langue, c'est une culture riche, irremplaçable. »

Vous prenez votre retraite?

Joignez-vous à votre association : Éducatrices et
Éducateurs Manitobains à la Retraite (ÉMR)

Venez :

- Vous divertir et faire de nouvelles découvertes
- Découvrir et intervenir avec de nouveaux amis,
retrouver d'anciens collègues,
participer à volonté à sept (7) différentes activités par année.

Dégustation de vins et de fromages
Le jeudi 20 septembre 2018
400, rue DesMeurons | De 14 h à 17 h

Confirmer votre présence auprès de :

Norma Lacroix-Gagné :
EMR@SHAW.CA
Téléphone : 204.256.1360

Raymond Bisson :
RLBISSON@MYMTS.CA
Téléphone : 204.257.4441



18



20



14



8

- P. 5 Mot de la présidence des ÉFM
- P. 6 Mot de la présidence du Comité des communications ÉFM
- P. 7 Vox-pop Festival du Voyageur
- P. 8 Des défis et des solutions à partager
- P. 9 Vox-pop Échanger et réfléchir ensemble
- P. 10 Le français parisien n'est pas plus correct que le français de Shediac
- P. 12 Les membres ÉFM participaient au Funspiel 2018
- P. 14 Usurpation d'identité?

- P. 16 Tisser des liens précieux
- P. 17 Des livres en français pour notre école
- P. 18 Apprendre en s'amusant avec des jeux de société
- P. 19 Question autochtone : les enseignants mieux outillés
- P. 20 Prêts à la mobilisation
- P. 22 Une pédagogie sur mesure pour une langue dynamique
- P. 23 Albums pour réfléchir



LE
DIMANCHE
24 JUIN
2018

Défilé de la St-Jean-Baptiste à La Broquerie

Venez vous joindre à nous à l'occasion de la fête de la Saint-Jean-Baptiste à La Broquerie et assistez au défilé qui aura lieu le dimanche 24 juin 2018.

Célébrons ensemble notre francophonie!



facebook.com/
EFMdepartout



twitter.com/
EFMdepartout



instagram.com/
EFMdepartout

INFORM-ACTION

Revue des Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba

Une Agence de The Manitoba Teachers' Society
Volume 47, Numéro 4, Mai / Juin 2018

Comité des communications ÉFM 2017-2018

Ariane Cloutier, présidente du Comité
Bading Bessi Kama
Tim Breen
Valérie Rémillard
Gisèle Rondeau
Mona-Élise Sévigny
Paul Sherwood
Dan Turner, cadre

Conception

Matthew Kehler

Diffusion

Jennifer Nasse,
jnasse@mbteach.org

Publicité

Lise Schellenberg,
lschellenberg@mbteach.org



facebook.com/
EFMdepartout



twitter.com/
EFMdepartout



instagram.com/
EFMdepartout

Convention de la poste-publications
n° 40063378 ISSN 1196-2003

Envoyez tout article et toute communication aux Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba à l'attention de Lise Schellenberg, aux coordonnées suivantes :

191, rue Harcourt
Winnipeg (Manitoba) R3J 3H2
Télécopieur : (204) 831-0877
Courriel : lschellenberg@mbteach.org

Les ÉFM déclinent toute responsabilité quant aux opinions exprimées et quant aux textes du présent numéro de l'Inform-Action.

Toute reproduction est autorisée avec mention de la source.

Pour alléger le texte, le masculin est fréquemment utilisé comme épécène.



Canadian
Educational
Press
Association





Mot de la présidence des ÉFM

Par Valérie Rémillard

Il est difficile de croire que nous sommes déjà en mai et que dans quelques semaines à peine, nous dirons au revoir à nos élèves! Comme le temps passe vite!

Vous verrez en parcourant les pages de ce dernier numéro de l'année de l'Inform-Action que plusieurs textes parlent d'événements qui se sont déroulés il y a plusieurs mois. Ceci étant puisque nous avons eu notre numéro spécial du 50^e anniversaire des ÉFM en mars. Aussi, l'insécurité linguistique prend une place importante dans ces articles puisque c'est un thème qui a fait la manchette un peu partout dans les médias et dans les médias sociaux. Un sujet qui ne nous laisse pas indifférents au Manitoba!

Je ne peux passer sous silence les événements politiques sur la scène provinciale qui nous affecteront dans un avenir rapproché : projet de Loi 28, compressions au BEF, amalgamation, négociations provinciales et j'en passe! Tout au long de l'année, les membres ont fait front commun face à toutes ces annonces. Lors des sessions d'information de la coalition des *Partenaires en éducation* plus de 250 personnes se sont déplacées pour faire entendre leur voix et partager leurs inquiétudes.

Finalement, les célébrations entourant le 50^e anniversaire des ÉFM battent leur plein! Il y a toujours quelque chose qui se déroule pour souligner l'événement. Pour vous tenir au courant, n'oubliez pas de nous suivre dans les médias sociaux : Facebook, Twitter, Instagram. C'est toujours le même nom : EFMdepartout. Aussi, visitez notre chaîne You Tube (Présidence ÉFM) afin de regarder nos vidéos promotionnelles mensuelles.

Sur ce, je vous souhaite une bonne lecture!

Valérie Rémillard



CONGRÈS

ACPI  **ÉFM**

Je prends ma place dans la francophonie

18 - 20 OCTOBRE



Mot de la présidence du Comité des communications ÉFM

Par Ariane Cloutier

L'année tire déjà à sa fin! Et quelle année ce fut!

Nous avons vécu des moments heureux et fantastiques pour souligner le 50^e anniversaire des ÉFM. Que ce soit lors de la Conférence pédagogique d'octobre où nous avons pu nous régaler d'un bon gâteau ou du Bonspiel de la MTS (où les ÉFM étaient co-hôtes). Que ce soit lors de l'assemblée générale annuelle des ÉFM ou de la soirée retrouvailles qui a suivi. Nous avons pu commencer à célébrer en grand nos 50 ans. Et ce n'est pas fini...

Cependant, nous avons également vécu des moments plus difficiles. Le projet de Loi 28, quoiqu'elle n'ait pas encore été proclamée, a été adopté. Des postes ont été supprimés au Bureau de l'éducation française. Le gouvernement a annoncé des coupures dans le domaine de l'éducation et a annoncé que nous allions maintenant avoir la négociation provinciale, sans toutefois en donner les détails (au moment de l'écriture de ce texte en tout cas).

Il y a malgré tout quelque chose qui ressort de cette année avec ces hauts et ces bas. L'implication de nos membres. Ce fut incroyable d'assister à une augmentation des inscriptions à la Conférence pédagogique annuelle des ÉFM et de voir des visages familiers lors des rencontres de Oui, j'appuie l'éducation en français. C'est grâce à vous que nous avons survécu aux dernières 50 années et c'est aussi grâce à vous que nous pourrons continuer de célébrer l'éducation en français et les ÉFM dans les années futures.

L'année prochaine sera marquée par la fin des célébrations de notre 50^e, mais surtout par la venue du Congrès national de l'ACPI et des ÉFM qui sera à Winnipeg en octobre (en remplacement de la Conférence pédagogique annuelle). Nous pourrons alors y célébrer, avec tous nos collègues d'à travers le Canada, notre vivacité francophone et notre fierté d'enseigner en français au Manitoba.

Je tiens finalement à vous souhaiter un excellent été, et ce, quels que soient vos projets!

Bien à vous,

Ariane Cloutier



Gestion de la classe et engagement des élèves

Les participants.es exploreront des stratégies proactives et adaptées pour améliorer la gestion de la classe et l'engagement des élèves. Thèmes : interactions; rôle de l'enseignant.e; enseignement compréhensif; et stratégies pour répondre aux comportements difficiles.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec **Danielle Fullan Kolton** en composant le 204.888.7961, poste 282 ou par courriel à dfullankolton@mbteach.org.



Vox Pop : Festival du Voyageur

Par La Liberté communication pour les ÉFM



Mona-Élise Sévigny

enseignante et conseillère des ÉFM

« Je suis membre du Conseil d'administration des ÉFM. Je pense que quand on a la chance de représenter nos membres, nos enseignants d'immersion et la DSFM, c'est important qu'on soit là. C'est surtout un temps pour la famille. Il y a des parents qui viennent ici qui font partie de notre système d'éducation. C'est important de montrer qu'on est là, qu'on tient à eux et qu'on veut les représenter. C'est aussi une bonne façon de rencontrer les parents, de leur dire que c'est nous qui travaillons avec leurs enfants. Et aussi de voir nos membres, les membres enseignants qui font partie de l'association et de leur montrer qu'on est là pour eux, de leur montrer les différentes activités qu'on organise. Et pour finir, le Festival du Voyageur, c'est un retour au Manitoba pour moi. J'ai vécu ici pendant six ans, je suis repartie pendant quatre ans au Québec. Quand je suis revenue, une des choses que j'avais hâte de revoir, c'était le Festival. C'est un moment incroyable de culture, de musique, de rencontres, d'être avec la communauté et de revoir du monde. C'est ça le Festival! »



Shanne Kelly

enseignante

« J'enseigne en français depuis sept ans. C'est vraiment important d'apporter mon soutien aux ÉFM. Le Festival du Voyageur est un événement francophone. Comme j'enseigne en français, je porte cette cause en moi. C'est une tradition pour mes élèves. Tous les ans, on y va. Pour mes enfants et ma famille aussi. On prend toujours une journée pour venir au Festival. »



Camille Vallée

enfant

« J'aime la musique et jouer avec le ballon des ÉFM. Madame sera contente quand je lui dirai que je suis venue. »



Cédric Palud

enfant

« J'ai réalisé un bricolage de barbe. Ma grand-mère m'a aidé. Je le porte souvent, depuis que le Festival a commencé. »



Lise Beaudry

enseignante et conseillère des ÉFM

« À l'origine, l'idée de participer au Festival du Voyageur est venue de moi. On a commencé à l'Auberge du violon. Ensuite, on a subventionné une tente et les membres sont venus. Et puis, on s'est dit « pourquoi ne pas en faire une pleine journée et accueillir les parents et enfants dans notre tente ». Et depuis trois ans, les ÉFM prennent place dans la tente La Prairie. Et c'est un succès. J'adore rencontrer des jeunes à qui j'ai enseigné, prendre de leurs nouvelles. On revoit des connaissances. Ils nous voient à l'extérieur de la classe et cela ne fait que renforcer notre amour du français et notre fierté de cette culture franco-manitobaine. Ce n'est pas juste dans nos classes qu'on rayonne. On vit ce qu'on enseigne. »



Marie-Ève Fontaine

animatrice

« La programmation musicale est présentée par les ÉFM. C'est grâce à eux qu'on a des super numéros en français aujourd'hui. Et puis, évidemment, les enseignants francophones ont besoin de ressources, d'appui, pour toutes sortes de raisons. Parce qu'on est en minorité. Il y a la pression anglaise qui vient de l'extérieur. Alors, il faut vraiment donner un grand coup pour former des petits francophones dans les écoles, ou en tout cas, leur donner envie de parler le français. Les ÉFM contribuent à ce mouvement-là. On est content de les avoir et de porter leur macaron. »



Brielle Foidart

enfant

« Pour le Festival, j'ai choisi un maquillage de princesse. J'adore faire les bricolages ici. On a beaucoup dansé et chanté avec mon frère. Ma chanson préférée est VI'à l'bon vent. »



Christian Palud

visiteur

« On vient ici pour vivre la francophonie. C'est une façon de montrer aux enfants qu'on peut vivre notre francophonie. Et on aime visiter le fort Gibraltar pour mieux connaître l'histoire du Manitoba. »



Des défis et des solutions à partager

Par La Liberté communication pour les ÉFM

La Fédération canadienne des enseignants et enseignantes (FCE) organise chaque année un symposium national de l'enseignement du français langue première, qui réunit les membres du comité consultatif et les agents de liaison des syndicats ou associations francophones du pays. Cette année, l'événement s'est déroulé à Winnipeg les 16 et 17 février 2018, autour du thème de l'insécurité linguistique.

À cette occasion, Francine LeBlanc-Lebel, vice-présidente de la FCE et présidente du comité consultatif de français langue première, a fait le voyage de l'Ontario. « Le thème de l'année est toujours choisi par les membres après avoir entendu parler des réalités vécues dans le pays, précise-t-elle. Le symposium donne une occasion de partage, et tout le positif qui en ressort peut être adapté en milieu scolaire d'une province à l'autre, d'une division scolaire à l'autre. On fait aussi un partage de ressources. Ces rencontres sont vraiment riches à tout point de vue. »

Cette année, le thème retenu était celui de l'insécurité linguistique. « Certains parlent d'insécurité, d'autres de sécurité linguistique, mais pour tous, c'est la même inquiétude », rapporte la vice-présidente.

Entre autres, il a été noté que beaucoup de parents n'épaulaient plus les enseignants dans les salles de classe. « Quand les parents sont avec nous, on peut mieux travailler pour l'apprentissage de l'enfant, tous ensemble. C'est une collaboration de longue haleine pour aller dans la bonne direction », confie-t-elle.

Plusieurs solutions sont ressorties de ce symposium. « On pense qu'il vaut mieux proposer moins d'activités, mais plus ciblées, afin que l'élève développe une appartenance à la langue. Plusieurs petites activités régulières sont préférables à un gros événement, pour garder le suivi et le centre d'attention de l'apprenant. Chaque participant s'appropriera ce conseil d'une façon différente, parce que nos réalités sont différentes. »

Isabelle Savoie, directrice adjointe de l'École François-Buote à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, est venue pour partager des idées. « C'est ma cinquième participation à un symposium. On peut y trouver des solutions sur des défis communs, et renforcer nos liens entre provinces et territoires. »

Le symposium lui a notamment permis de constater que sa province n'était pas isolée dans ses défis. « Malgré nos

différentes réalités, nous faisons face à des situations très semblables. Cette occasion de partager est très appréciée. Ça nous rassure et nous permet de ramener chez nous un vent positif. Il n'y a pas de solutions miracles, mais on est tous ensemble. »

Arrivée du Yukon, Manon Carrière, directrice adjointe de l'école Émilie-Tremblay, souhaitait pour sa part « apprendre ce qui se fait dans les autres divisions scolaires en milieu minoritaire francophone. On a les mêmes défis, et quand on les partage, on reçoit aussi des pistes de solutions à essayer chez nous. Nous avons eu par exemple des suggestions de rencontrer les parents dans un format de souper familial, avec des discussions sur des stratégies pour encourager les enfants à parler français. »

Agent de liaison de l'Association des enseignants de Terre-Neuve-et-Labrador, John Veitch avait quant à lui pour objectif de « tisser des liens avec les autres. C'est essentiel pour apprendre ce qui est fait ailleurs et nous aider à promouvoir cela chez nous. Grâce au symposium, j'ai fait des rencontres qui me permettront de poursuivre des mesures qui feront des changements positifs chez nous », termine-t-il. (A)

Vox Pop : Échanger et réfléchir ensemble

Par La Liberté communication pour les ÉFM

À l'occasion du symposium national de l'enseignement du français langue première de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, un volet pour le grand public a été organisé les 17 et 18 février afin de créer un lien entre le milieu éducatif, le milieu légal et la communauté.



Isabelle LeBlanc

conseillère pédagogique, Ontario

« Nous sommes en milieu minoritaire, et la communication orale est une priorité dans notre conseil scolaire. Les élèves sur le terrain ont partagé avec nous leur insécurité linguistique et celle de leurs enseignants. Si les enseignants manquent de confiance en parlant français, la table n'est pas bien mise pour les élèves. Nous avons souhaité participer au symposium pour pouvoir échanger, discuter et connaître des stratégies différentes. C'est rassurant de savoir que nous ne sommes pas les seuls à vivre l'insécurité linguistique, et nous voulons essayer des stratégies pour créer un climat d'école sécurisant qui permettrait de développer la langue chez les jeunes, et les rendre à l'aise avec le français scolaire et le français social. »



Jean Bedel Mwamba Kasanda

enseignant à l'École communautaire Saint-Georges et vice-président de l'Association des éducatrices et des éducateurs franco-manitobains

« Je suis venu au symposium pour partager. En discutant et en partageant nos expériences, on peut trouver des stratégies communes pour arriver à pérenniser le français. À l'issue de ces conférences, j'ai constaté qu'il y avait des choses qu'on faisait déjà dans nos salles de classe sans en prendre conscience. Je pense qu'il faut commencer par apprendre la culture francophone aux élèves. Souvent, quand on parle de culture, on voit la langue. Mais ce n'est pas seulement ça. C'est aussi un mode de vie. C'est important pour nous éducateurs de comprendre cela, pour pouvoir le transmettre aux jeunes ensuite. »



Victor Aucoin

coordonnateur des programmes au Conseil scolaire francophone provincial, Terre-Neuve-et-Labrador

« Notre conseil scolaire compte six écoles françaises. Chacune de nos régions vit un genre d'insécurité linguistique. Quand j'ai vu l'annonce pour le symposium, j'ai cherché à savoir ce que je pouvais apprendre et partager avec nos enseignants, afin de les aider et les rassurer. À Terre-Neuve-et-Labrador, nous avons une culture minoritaire, mais j'ai pu voir que nos soucis sont les mêmes que partout. Les réalités que j'ai vues pendant le symposium m'ont rassuré d'une certaine façon, parce qu'on se sent moins seul. C'est bien de pouvoir partager avec les autres. »



Rémi Lemoine

directeur de l'École Christine-Lespérance, Manitoba

« On a tous une certaine insécurité dans notre parler. J'ai grandi francophone au Manitoba, mais il y a toujours eu la question de l'influence de la langue majoritaire. Les personnes du Québec ont cette fluidité quand ils s'expriment. Moi, je dois parfois chercher mes mots. Alors, on se questionne toujours : *est-ce que j'ai assez de vocabulaire? Ai-je assez confiance pour parler en public?* Ce symposium permet de réfléchir à ce qu'on fait en éducation et normalise l'insécurité linguistique. Il faut valoriser les accents, et trouver des façons positives de corriger nos élèves sans les décourager, comme par exemple en les reprenant sans pour autant les interrompre. Personnellement, je préfère parler de sécurité linguistique, mais je comprends pourquoi certains parlent d'insécurité : c'est ce qu'on vit en milieu minoritaire. Et c'est important de donner aux élèves la chance de pouvoir parler de leurs insécurités. »



Louise Legal-Perrin

directrice du service de la programmation à la Division scolaire franco-manitobaine, Manitoba

« Pouvoir prendre le pouls de ce qui se passe à l'échelle du pays et connaître les stratégies des autres provinces, ça nourrit nos stratégies. Nos défis sont moins uniques qu'on ne le croit. Et plus on réalise qu'on a des défis communs, plus on est forts pour trouver des solutions. Ce qui ressort de cet événement, c'est que malgré nos efforts, nous transmettons dans nos gestes un message contraire à nos intentions, donc la jeunesse ne semble pas s'identifier avec la langue scolaire comme étant la langue du vécu. Oui, il faut développer la langue scolaire, plus correcte et standardisée, mais c'est dans la langue sociale qu'on a le plus grand plaisir. On doit donner aux jeunes l'occasion de s'amuser avec la langue, car c'est en s'amusant que le cœur s'accroche. Les accents et le jargon de la jeunesse sont tout autant de qualité que le français normalisé. Il faut bien distinguer quand l'enfant glisse d'une langue à l'autre parce que ça enrichit ses expressions, de quand il le fait parce qu'il n'a pas les mots dans l'autre langue. Souvent, on juge que l'utilisation de mots anglais dans le contexte social est un comportement rebelle, mais il cherche juste ses mots. Ce n'est alors pas la « bonne langue » qui compte, mais la rapidité. Il faut donc réussir à trouver à quels moments on doit intervenir pour leur donner du vocabulaire, et à quels moments c'est une question de style. »



Le français parisien n'est pas plus correct que le français de Shediac

Article d'opinion reproduit de *L'Acadie Nouvelle* (parution du mercredi 14 février 2018) avec l'autorisation de son auteur et du journal.

J'ai eu le goût d'assaisonner d'un grain de sel cette discussion amorcée par Roxann Guerette sur sa honte de parler « mal », de parler un français qu'elle ressent comme « pourri », « difficile pour les Français de comprendre » et que même les Québécois regardent de haut. À quoi bon s'être battus pour parler français, si ce n'est que pour être méprisés par nos colocuteurs européens ou québécois? Pire encore, à quoi bon s'être battus si ce n'est que pour se mépriser soi-même?

Je suis Franco-Ontarien moi-même. À diverses époques de ma vie, j'ai vécu entouré de Franco-Européens et de Franco-Québécois. J'ai de l'empathie pour le cri du cœur de Roxann. J'ai aimé tous mes congénères francophones, même si leur mépris était parfois palpable. Je me suis déjà senti soulagé

d'être à l'abri parmi les Anglophones. Je comprends cette envie de passer inaperçu qui peut nous pousser, une parole à la fois, à se déguiser une fois pour toutes en Anglophones, ou à se poser un accent français, un peu comme une perruque. Ces choix de costumes sont nés de l'insécurité, mais ils trahissent aussi un désir de fierté sous-jacente : « J'ai p'têt un accent, mais ch't'aussi bon qu'vous autres, ma gang de taurieux! »

C'est aux États-Unis que j'ai appris la fierté d'être francophone. J'y faisais ma thèse de doctorat en linguistique, sur un aspect plutôt technique de la phonologie du français laurentien. (Je ne vous en recommande pas la lecture, entre nous plutôt soporifique.) Dans la merveilleuse bibliothèque de livres anciens de l'université Harvard, où l'on

peut consulter à journée longue des vieux grimoires, je me suis mis à lire avec avidité les grammairiens français du XVII^e siècle. Ces grammairiens étaient de l'époque où nos ancêtres parlaient toute une variété de français qui, au fil des migrations et des révolutions, ont mué pour donner ces variétés que nous connaissons maintenant de part et d'autre de l'Atlantique : français québécois, acadien, parisien et autres. Les locuteurs de français de cette époque avaient, comme ceux d'aujourd'hui, cette obsession toute francophone de la rectitude linguistique. Ces grammairiens du XVII^e étaient surtout préoccupés par la « bonne manière de dire les choses » un peu comme on s'épuisait, à la même époque, à débattre des mérites de porter la collerette à fraise ronde ou souple. Je me souviens d'un grammairien en

particulier, Maupas, qui se posait la question suivante (et je me permets de pasticher, faute de n'avoir pu emporter chez moi ce grimoire) : « D'aucuns me demandent s'il sied de décliner le verbe aller comme certains qui disent : je vas, tu vas, il va, ou s'il convient mieux de dire, comme ces dames de la Cour : je vas, tu vas, il va? M'est avis que cette dernière manière est la préférable, ce sont ces dames de la Cour aux moeurs les plus honorables et qui parlent le plus finement qui l'emploi. » Raisonement on ne peut moins circulaire...

L'exemple est anecdotique, soit, mais il explique comment mon insécurité linguistique s'est évanouie. Les variétés de français, les dialectes, n'ont pas de valeur intrinsèque. Le français parisien n'est pas plus correct que le français de Shédiac ou de Sudbury. Tout d'un coup, je me suis rendu compte que mon français valait bien celui de tout l'monde d'aut' comme on dit chez nous. Maupas, conditionné par les préjugés propres à sa culture et à son époque, déclarait que je vas, tu vas, il va était grammaticalement préférable à je vais, tu vas, il va pour la simple raison, tout arbitraire, que cette forme était employée par des personnes qu'il jugeait intrinsèquement supérieures. À notre époque, les grammairiens porteraient le jugement contraire, tout aussi arbitraire.

Il existe un consensus pan-francophone selon lequel il est « plus convenable » de dire je vas, plutôt que je vas. Ce n'est pas un hasard si la première forme est usuelle à Paris, alors que la seconde est plutôt répandue au Canada. Il existe aussi un consensus pan-francophone que, de manière générale, le français de Paris est supérieur à tous les autres. Ce consensus s'explique par l'adage attribué à Max Weinreich : « Une langue est un dialecte équipé d'une armée et d'une marine. » Les aléas de l'histoire ont fait de Paris le centre de la culture francophone mondiale. Les Parisiens, qui parlent un dialecte de français comme les autres, ont fait comme Napoléon et se sont auto-couronnés grammairiens ultimes, arbitres définitifs de bon parler. Les autres cultures francophones ont été complices de cette usurpation en croyant tout bonnement à sa légitimité et en la perpétuant jusqu'à nos jours.

Comme je disais, il y a un goût pan-francophone pour la pureté, pour la prescription, pour la certitude dans le langage. Les règles, les normes et les jugements issus de ce penchant ont

des origines arbitraires qui dévalorisent toutes les autres variétés de français qui ont, elles aussi, des origines, des influences et des richesses qui leur sont propres, et qui valent bien celles de ce patois qu'on parle à Paris. J'avais un grand-oncle, sorti de la campagne québécoise profonde, qui ignorait tout de cette supériorité factice des Parisiens. Un jour qu'il se trouvait (on ne sait comment) boulevard du Montparnasse, un Parisien lui a fait remarquer du bout du nez qu'il avait un accent; « c'est toé

« J'ai p'têt un accent, mais ch't'aussi bon qu'vous autres, ma gang de taurieux! »

qui a un accent! » lui a-t-il répondu, sans aucun embarras. Je l'ai sortie souvent celle-là. Et mon grand-oncle avait raison; le Parisien aussi d'ailleurs, car chacun a un accent.

Si toutes les variétés de français se valent autant l'une que l'autre, cela veut-il dire qu'il faut laisser tomber l'enseignement du français normatif à Moncton pour le remplacer par le chiac? Non, il est important d'apprendre le français normatif, pas parce qu'il aurait une supériorité intrinsèque, mais parce qu'il est d'accès commun à tous les Francophones par la voie de l'école, et que ce registre de français a son utilité sociolinguistique – lorsque je plaide devant la Cour du Banc de la Reine, il est attendu que je m'exprime dans un certain vocabulaire et en employant certaines formules, que je n'emploierais jamais avec mes clients assis derrière. Eux, s'attendent à ce que je leur parle « comme une personne normale. » La dynamique des registres, la diglossie, est une des richesses de notre bagage culturel francophone; cette dynamique existe aussi en France.

L'éducation permet aux Francophones d'ici et d'ailleurs d'apprendre cette variété de français qui est notre

patrimoine commun, un peu comme les petits Marocains et les petits Égyptiens, qui ne se comprennent pas facilement entre eux, apprennent l'arabe littéral pour mieux se rejoindre plus tard. Ils apprennent cet arabe normatif comme l'on apprivoise une langue seconde, d'accès plutôt facile. Il est important que nos écoles fassent de même pour nos petits Acadiens et nos petites Ontariennes. Mais elles doivent aussi inculquer la notion que le chiac, le ch'ti et le shawiniganais ont leur propre utilité et leur propre valeur. On parle ces variétés de français justement parce nous sommes des « personnes normales » qui avons ce désir profond de communion avec nos paires et de communiquer avec eux dans le registre qui nous unit. Il n'y a pas de honte à être une personne normale; il n'y a pas de honte à parler « comme on parle chez nous », que l'on vienne d'Edmundston, de Winnipeg, ou d'Aix-en-Provence.

Le cri du cœur de Roxann Guerette vient du fait que son français, car c'est bien du français, n'est pas valorisé pour ce qu'il est. Il est d'autant plus dévalorisé du fait qu'on enseigne le français normatif comme s'il s'agissait d'une matière dont l'ignorance, toute naturelle d'ailleurs, ferait de nous des êtres inférieurs. L'enseignement du français normatif se fait par la culpabilité et le jugement : on souligne en rouge les « fautes » de français; on se sent mal d'avoir employé des mots d'anglais, symptôme certifié d'impureté langagière. L'on n'enseigne pas l'espagnol ou la physique avec le même bagage moral. Il n'est pas étonnant que, par écœurement, nos jeunes se tournent vers l'anglais, langue qui accepte le monde tel qu'il est.

L'assimilation est un fléau, oui. Mais, il n'est pas un fléau parce que les personnes qui choisissent de s'assimiler sont faibles ou d'une moralité suspecte. Les Francophones s'assimilent à la majorité anglophone en partie par désir de normalité et de liberté. L'assimilation n'est pas seulement un phénomène d'attraction vers la majorité, il est aussi un phénomène de fuite. Il est temps pour tous les Francophones, d'ici et d'ailleurs, de réfléchir à la contribution de notre propre bagage culturel à l'assimilation et d'enfin accepter notre pluralité dans toute sa richesse afin que les générations futures puissent y trouver fierté et surtout, plaisir. ^{1A}

Les membres ÉFM participaient au Funspiel 2018







Usurpation d'identité?

Par Meredith McGuinnes, enseignante École LaVérendrye

Il y a sept ans, je suis entrée dans ma première salle de classe comme enseignante, pleine d'enthousiasme, mais aussi, avec l'estomac noué. Devant moi étaient six élèves en douzième année qui ont survécu le long trajet ardu dans leur programme d'immersion française. Ces élèves déterminés voulaient recevoir leur diplôme convoité en immersion française. Dans un milieu anglophone, ils ont commencé avec une classe de vingt-quatre élèves en maternelle; aujourd'hui, il en reste que six. Découvriront-ils que

je suis imposteur?

Je suis aussi le produit d'un programme d'immersion française en Ontario. Ma cohorte était parmi les premiers élèves dans le nord-ouest de l'Ontario à recevoir un diplôme en immersion française en 1988. Après avoir commencé mes propres études en médecine, j'ai changé d'avis, et je me suis retirée de l'université jusqu'à l'âge de vingt-sept ans. Égo meurtri, je travaillais comme serveuse et guichetière dans une banque pour plus de cinq années; je prenais de longues vacances et je voyageais

de quatre à six semaines, selon les approbations de mes employeurs.

Un jour, ma mère a reflété que je ne pouvais pas passer toute ma vie comme une nomade à temps partiel. Il faut noter que ma mère était enseignante d'immersion française, intense et adorée par ses élèves et collègues, à une école secondaire à Milton, en Ontario. Jamais je n'aurais pensé que je puisse suivre dans les pas de ma mère.

Même après avoir reçu mon baccalauréat en études françaises du Glendon Collège, campus

bilingue de l'Université York à Toronto, je n'ai rien 'fait' avec ma langue additionnelle pour les prochaines treize années! Au lieu d'utiliser le français, j'ai enseigné l'anglais comme langue étrangère en Corée du Sud et en Arabie Saoudite.

C'était encore la belle voix de ma mère qui m'a fait rappeler que je dois réfléchir à mon avenir, et mettre de l'argent de côté pour ma retraite. Alors, à l'âge de quarante ans, je me suis inscrite à l'Université de Strathclyde en Écosse pour recevoir mon diplôme en éducation (Post Graduate Diploma in Education ou PGDE). C'était là, où toutes mes insécurités liées à la langue française, la langue que j'adore, la langue qui a inspiré mon esprit bohémien, la langue dans laquelle j'ai choisi d'écrire ma thèse sur la fabuleuse Madame de Sévigné (femme hardie, vivante et expressive du XVII^e siècle, ces attributs à l'instar de ma mère), ont resurgi.

Un de mes trois placements comme stagiaire était à une école privée. La directrice du département de Langues vivantes était ma surveillante. Elle marchait vite, faisait tout avec conviction, et ne sourirait jamais. Ma première leçon de classe, elle m'a « crucifiée ». Elle m'a demandé comment je vais enseigner le français quand j'ai un accent si anglophone! Elle a pris mon plan de leçon, et elle l'a déchiré! Elle m'a dit que j'ai besoin de réfléchir si j'ai vraiment la passion pour enseigner le français et même si je devais changer ma spécialisation!

J'ai pleuré durant tout le trajet en autobus de l'école à ma résidence. Toute ma carrière en immersion française à l'école secondaire, je manquais de confiance pour parler en français. À l'université, la plupart de mes cours étaient à l'écrit, alors j'évitais le français oral. Évidemment, j'ai persévéré, malgré les commentaires cinglants de cette femme. Néanmoins, la douleur d'adolescence est difficile à surmonter.

Maintenant, je suis enseignante dans une école d'immersion française. On parle beaucoup d'identité. Oui, je parle français.

Oui, j'écris et je lis en français. Est-ce que mon accent ressemble à celui d'un francophone? Un peu, mais souvent je mets l'accent anglophone sur la première syllabe de plusieurs mots français. Est-ce que je connais toutes les expressions idiomatiques franco-manitobaines ou parisiennes? Pas du tout. Est-ce que je peux soutenir une conversation avec un francophone pendant quelques heures? Bien, oui! Est-ce que je suis francophile?

« On a décidé d'explorer le thème d'identité, non seulement comme apprenant dans un programme d'immersion française, mais comme individu pendant le semestre. »


Absolument. MAIS, quand quelqu'un me demande si je suis BILINGUE, j'hésite à répondre. Je leur explique que je suis compétente en français, mais que je ne suis pas vraiment bilingue.

Alors, retournons à mes six bijoux à Swan River. J'ai respiré profondément et j'ai avoué mes inquiétudes à leur enseigner. Je leur ai expliqué que je ne connaissais pas tous les mots dans le dictionnaire Larousse, mais que j'adore apprendre les nouveaux termes, et que nous allions apprendre ensemble. Je leur ai dévoilé que j'ai appris la grammaire anglaise en apprenant le français, qui m'a rendu une meilleure écrivaine en anglais.

Je les ai inspirés avec mes histoires de voyage, grâce à ma connaissance de la langue française.

En retenant mon souffle, il était évident qu'un lien a été établi avec mes élèves. Ils ont commencé à parler de leurs propres défis et lacunes comme apprenants de français. Ils m'ont dit qu'ils étaient soulagés d'entendre que j'avais des sentiments similaires. On a décidé d'explorer le thème d'identité, non seulement comme apprenant dans un programme d'immersion française, mais comme individu pendant le semestre. Je n'étais jamais vu par mes élèves au secondaire comme imposteur qui enseignait le français. Alors, pourquoi l'usurpation d'identité résonne encore dans mes oreilles?

Tout ce que je sais, c'est que l'identité d'un apprenant dans un programme d'immersion française est subjective selon l'apprenant. Selon moi, si je ne me vois pas comme bilingue, comment vais-je m'identifier avec mes élèves, et les aider à s'affirmer comme bilingue? Je me demande toujours pourquoi je ne suis pas critique de ceux et de celles qui apprennent l'anglais, et font des fautes de grammaire en parlant? Pourquoi est-ce que je suis hypercritique des fautes que je fais, ou peut-être que je « crois » que je fais en parlant le français?

Au bout du compte, la réussite est dans l'acquisition d'une langue additionnelle. Même si le débat de « bilinguisme » fait rage en moi, je dois me réjouir que mes élèves et leurs parents embarquent dans ce voyage extraordinaire, offert par le programme d'immersion française au Manitoba et ailleurs. Après de nombreuses années dans mon propre parcours, je comprends ce que mes élèves ressentent en immersion française et je peux voir finalement le cadeau immense que cette empathie ajoute à mon enseignement. L'acquisition d'une langue additionnelle semble parfois un long trajet pénible, mais en voyant mes propres élèves avec leurs diplômes en immersion française en main, j'ai le vent en poupe; même si je me sens parfois comme « imposteur ». 

Tisser des liens précieux

Par La Liberté communication pour les ÉFM

Pour son troisième Conseil des écoles de l'année, qui se tenait le 3 mars à McMaster House, les ÉFM ont voulu sonder leurs membres sur leurs réalités quotidiennes et les grands dossiers de l'heure. Une centaine d'enseignantes et enseignants d'écoles françaises et d'immersion ont ainsi partagé leurs idées et réfléchi ensemble à l'avenir de leur profession.

« Le Conseil des écoles permet de créer un lien entre les ÉFM et les membres, assure la présidente, Valérie Rémillard. Ça nous permet de rassembler les membres pour qu'ils se parlent et qu'ils nous parlent. »

Nouveauté cette année, des rencontres par groupes régionaux ont été mises en place. « Ça permet de mieux savoir ce qui se passe, les défis que chacun vit dans sa région, souligne la présidente. Les participants sont souvent plus enclins à partager leur expérience quand les discussions portent sur leur propre réalité. »

Les participants à la journée ont également pu découvrir de nouvelles ressources pédagogiques grâce au Marché aux idées.



Meredith N. McGuinnes
École La Vérendrye

« Je suis moi-même le produit de l'immersion, et je crois fortement dans la valeur de la langue française. Être membre des ÉFM et participer au Conseil des écoles me donne une voix! Il est essentiel pour moi de continuer cette valorisation de la langue, car nous sommes dans un pays bilingue. Lorsqu'on donne la chance aux enseignants de se parler, comme aujourd'hui, ça nous donne de l'inspiration. C'est important de pouvoir se rencontrer, car nous avons des liens précieux en tant qu'enseignants de la langue française en milieu anglophone. »



Tracey Sheridan
École Luxton

« Avec les récents changements au niveau du gouvernement provincial, il est important d'agir ensemble pour protéger la langue française. Participer aux rencontres des ÉFM me permet de m'informer et de m'engager, et plus de pouvoir faire des liens avec d'autres enseignants. »



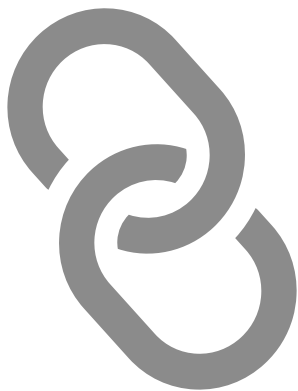
Elisabeth Naodjide
École Opasquia à Le Pas

« J'aime participer au Conseil des écoles pour pouvoir partager des informations avec les autres enseignants. Je peux ensuite les rapporter à mon école. Ça me permet aussi d'apprendre de nouvelles stratégies utilisées dans d'autres écoles. Par exemple, une enseignante m'a partagé la stratégie de numérotation qu'elle utilise avec ses élèves, en créant des routines dans sa classe. J'ai trouvé cela très intéressant et j'aimerais l'essayer dans ma classe. »



Berne Joyal
École La Source, Shilo

« Cela fait trois ans que je participe aux Conseils des écoles. C'est très intéressant de pouvoir parler de notre réalité et de pouvoir échanger avec les enseignants d'autres écoles et d'autres divisions. Ça me permet de ramener des idées à utiliser chez nous. Et j'aime toujours pouvoir rencontrer d'autres collègues et anciens amis! »





Des livres en français pour notre école

Par La Liberté communication pour les ÉFM

Dans la petite librairie francophone de Saint-Boniface, La Boutique du Livre, en ce mardi 27 février, cinq élèves de l'École Saint-Norbert Immersion prennent leur temps. Ils regardent la couverture, lisent le résumé. Certains vont même jusqu'à lire le premier chapitre.

« C'est la première fois que je rentre dans une librairie française, confie Jordan, élève de 7^e année. J'aime beaucoup lire. J'adore *Harry Potter*. Mais pour lire en français, je préfère les bandes dessinées. C'est plus facile pour moi, car il y a beaucoup d'images. »

Au Manitoba et ailleurs au Canada, le mois de février a été proclamé le mois du Plaisir de lire. Les bienfaits de la lecture ne sont plus à démontrer : capacité à se concentrer, acquisition de la langue, développement de la motricité fine de l'enfant, ou encore véritable porte ouverte à l'imagination et à la créativité. « Quand je rentre de l'école, je lis. Ça me relaxe », affirme Khloe, élève de 7^e année.

L'École Saint-Norbert Immersion a donc décidé d'amener une délégation d'élèves de 7^e année à la découverte des livres en français, à la Boutique du Livre.

François Rémillard, directeur de l'école explique : « Nos bibliothèques de salles de classe sont vieilles. Elles n'offrent pas forcément des livres qui sont engageants pour les élèves. L'idée, c'était que les enseignants ne commandent pas les livres, mais plutôt qu'on laisse les élèves voir et faire une sélection de livres eux-mêmes, pour leur salle de classe comme pour le reste de l'école. »

Les enseignants ont un rôle important à jouer pour renforcer cet amour de la lecture auprès des jeunes. Pour la plupart, ils ne connaissent pas les librairies françaises. Donc, je voulais les amener ici pour qu'ils fassent connaissance avec les livres en français et prennent conscience que ce formidable réservoir d'histoires existe.


« Après, ils vont ramener les livres en salle de classe et en parler autour d'eux. On veut éveiller leur curiosité et leur faire réaliser la richesse culturelle qu'on a ici au Manitoba », déclare François Rémillard.

Les élèves ont en effet l'embarras du choix parmi les livres dont dispose la boutique. Un choix qu'ils font selon la liste

préparée en classe avec leurs camarades, mais aussi en fonction de leurs propres goûts. « Je vais prendre le *Journal d'un dégonflé*. C'est le *Diary of a Wimpy Kid*, mais en français. Beaucoup de personnes de la classe aiment cette saga. Je l'ai déjà lue, mais cette fois-ci, je vais la relire en français! », se réjouit Sara, une autre élève de la délégation.

La Division scolaire Rivière-Seine et l'École Saint-Norbert Immersion ont investi plusieurs milliers de dollars dans ce projet.

Un investissement qui en vaut la peine selon le directeur de l'école. « On pourra mettre les livres en libre accès dans la salle de classe. La bibliothèque, c'est une bonne chose, mais un livre de 50 \$ qui reste sur une étagère, c'est 50 \$ de perdus. Il n'y a rien de pire que d'avoir des beaux livres qui jaunissent et ne font rien sur une étagère », estime-t-il.

L'année prochaine, à la fin du mois de février, cette opération se répètera. « Et si d'autres élèves nous disent alors « Moi aussi, je veux y aller », là, notre but sera atteint! », termine François Rémillard. 



Apprendre en s'amusant avec des jeux de société

Par La Liberté communication pour les ÉFM

En janvier dernier, une nouvelle activité a vu le jour à l'école élémentaire Robert H. Smith School : un club de jeux de société en français, auquel tous les élèves de l'école sont conviés. Une fois par semaine, les élèves de la 2^e à la 6^e année se retrouvent donc pour une trentaine de minutes de jeux et de détente dans un environnement francophone.

À l'origine de ce projet, Kayla Bishop-Malapad, enseignante de 5^e année, et Sara Tham, enseignante de 2^e année. « À une réunion des ÉFM, on discutait des moyens d'améliorer les compétences orales en français quand les élèves interagissent, et l'idée du club de français est ressortie, raconte Sara Tham. Ça nous a plu, parce que c'est une occasion de parler français dans un environnement détendu, où ils sont à l'aise. Ils peuvent pratiquer le vocabulaire en s'amusant. »

Ce club en français est unique à l'école Robert H. Smith School. « Nous avons remarqué le besoin d'un club en français dans l'école, parce que tous les autres clubs étaient en anglais », explique l'enseignante de 2^e année.

L'initiative a rencontré un grand succès dès ses débuts. « Il y avait beaucoup d'intérêt, particulièrement chez les plus petits, se souvient-elle. Tous les élèves ne pouvaient pas rentrer dans la salle, donc on a eu besoin de créer un deuxième groupe! Nous avons maintenant les élèves de la 2^e à la 4^e année le jeudi, et

ceux des 5^e et 6^e années le vendredi. »

Charlotte Martens, en 3^e année, ne manquerait les rencontres du club pour rien au monde. « Je me suis inscrite dès le début, parce que j'aime les jeux de société. Je m'amuse beaucoup au club! Mon jeu préféré s'appelle Trouble. »

Pour équiper la salle en jeux, les enseignantes se sont tournées vers leurs collègues. « Nous avons demandé aux autres enseignants s'ils avaient des jeux qu'on pouvait utiliser, dit Kayla Bishop-Malapad. Nous avons réussi à récupérer des jeux de société en français ou bilingues. »

« L'un des meilleurs, c'est Hedbanz, parce que les enfants doivent trouver le vocabulaire pour poser des questions et donner des réponses. Le Jenga est aussi populaire. Il n'y a pas besoin de parler, mais les élèves utilisent le français pour se donner des instructions et pour socialiser. »

Pendant l'activité, les enseignantes mettent l'accent sur les interactions. « Quand ils jouent, les élèves doivent communiquer entre eux. En 5^e année, on veut qu'ils utilisent le français pour socialiser. S'il n'y a pas de contexte en dehors de la salle de classe, c'est difficile de leur demander de le faire. Mais dès qu'ils viennent dans cette salle, ça se fait automatiquement. »

Ava Johnson, en 5^e année, suit les règles à la lettre. « Le club m'aide avec le français, parce que tous les participants

parlent français. Dans la classe, Madame parle français, et mes amis parlent anglais. Mais ici, c'est tout en français. Parfois, j'ai envie de dire quelque chose en anglais, mais je me force à changer de langue parce que je sais que je dois parler français au club. »

À l'activité, l'un des mots-clés est l'entraide. « Les enfants ont ce sens de communauté, remarque Kayla Bishop-Malapad. Les plus grands viennent aider les plus jeunes. » Sara Tham ajoute : « C'est fantastique pour les petits de voir comment les grands utilisent le français. »

L'invitation au club a aussi été lancée aux élèves du programme anglophone. « Les élèves des 4^e, 5^e et 6^e années du programme en anglais sont venus au club, raconte l'enseignante de 5^e année. Ils se sont assis avec les petits, et les petits leur ont enseigné le français de base pour qu'ils puissent jouer avec eux. »

Pour les élèves les plus jeunes, c'est une occasion en or. « Dans ma classe de 2^e année, les élèves ont besoin de prendre confiance quand ils parlent, conclut Sara Tham. C'est encore difficile pour eux de penser à parler en français. Au club, on leur donne un environnement où ils peuvent prendre des risques et se sentir à l'aise. Je peux déjà voir une amélioration chez mes élèves qui avaient le plus de difficulté depuis qu'ils viennent au club. »

Question autochtone : les enseignants mieux outillés

Par La Liberté communication pour les ÉFM

Les 26 et 27 février derniers, 17 enseignants venant des écoles de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) et des écoles d'immersion ont assisté à un atelier sur deux jours consacrés à la Commission des traités.

Joël Ruest, animateur de l'atelier et conseiller au Bureau de l'éducation française (BEF) explique : « L'intention était vraiment de permettre aux enseignants d'avoir l'occasion d'en apprendre davantage sur les traités et les relations qui en découlent, pour qu'ils aient plus de ressources, de pistes et d'outils pour pouvoir ensuite enseigner cela dans les salles de classe. »

Pendant ces deux journées, les participants ont pu affiner leurs connaissances sur les peuples autochtones et poser leurs questions.

« Par exemple, quel genre de vocabulaire devrait-on employer? se souvient l'animateur. En anglais, on utilise le mot *indigenous*. En français, on essaye de comprendre si c'est mieux d'utiliser le mot « autochtone » ou « Première nation », ou encore les mots appropriés qu'on utilise dans les langues autochtones. Plusieurs questions comme celle-ci sont ressorties. »

Les enseignants avaient également d'autres interrogations sur la manière d'enseigner les faits historiques. « Comment fait-on pour aborder des questions culturelles de façon respectueuse sans tomber dans de l'appropriation culturelle? »

Plusieurs invités étaient conviés à cet atelier pour apporter leur expertise aux enseignants. Parmi eux, Dennis White

Bird, aîné Anishinaabe, anciennement Grand Chef de l'Assemblée des Chefs du Manitoba et premier commissaire de la Commission des relations découlant des traités du Manitoba (CRTM).

La commissaire actuelle de la CRTM, Loretta Rossa, a aussi animé l'atelier. Et Aimée Craft, avocate et professeure à la Faculté de droit à l'Université d'Ottawa est venue partager son expertise en droit autochtone.

« Le fait d'avoir plusieurs invités qui viennent et qui parlent de leur propre vécu, de leur propre communauté, est très important. Ils ont souvent de bonnes réponses sur les termes à utiliser, sur la façon d'avoir de bonnes communications qui soient efficaces et respectueuses. »

C'est la troisième fois que Joël Ruest animait cet atelier. Les retours en sont toujours très positifs.

« C'était très bien organisé et intéressant, affirme en effet l'enseignante de l'école Crane, Wendy Novotny. On a eu une grande chance d'entendre l'intervention d'Aimée Craft. Je sais que j'ai reçu de l'information valable, détaillée et intègre. Grâce à cet atelier, je suis plus à l'aise pour parler des sujets autochtones avec ma classe. J'avais déjà entendu qu'on « est tous peuples des traités ». Je le réalise mieux maintenant. »

Les enseignants apprécient notamment repartir avec une trousse de ressources en français, pour pouvoir entamer avec leurs élèves des discussions sur les peuples autochtones et sur les relations qu'on entretient avec eux.

« L'atelier venait avec une trousse pour

les enseignants de la maternelle à la 12^e année, qui contenait beaucoup de matériel utilisable en classe. C'était remarquable! applaudit l'enseignante de l'école Lacerte, Sara Belley. C'est important de connaître cette histoire pour l'enseigner, à tous les niveaux.

« J'enseigne en 2^e année, et ça me permet de parler à mes élèves de l'importance d'avoir des ententes de bonne foi. Pour eux, c'est essentiel de connaître leur histoire, l'histoire des territoires où ils vivent. Ça leur permet de comprendre d'où viennent les fossés entre les communautés. Tout part des traités, de nos relations avec les Autochtones, avec les anciens. En fait, les traités ont une grande répercussion dans nos vies d'aujourd'hui. »

« À la fin de l'atelier, il y avait beaucoup de confiance, mais aussi un sentiment de responsabilité. Je pense que les enseignants réalisent de plus en plus qu'ils ont là un rôle à jouer, pour former les citoyens de demain », se réjouit Joël Ruest.

D'ailleurs, Wendy Novotny n'a pas attendu longtemps avant de s'en servir en classe. « J'ai pu utiliser ce que j'ai appris dès le lendemain! termine-t-elle. On parlait de l'eau, et j'ai choisi d'aborder le sujet en parlant des canots. J'ai utilisé des images de la culture autochtone, en les reliant à notre programme d'études. Les élèves étaient très enthousiastes, car c'était authentique. » ^{1A}





Prêts à la mobilisation

Par La Liberté communication pour les ÉFM

Les 7 et 12 mars derniers, les Partenaires pour l'éducation en français ont invité tous ceux et toutes celles qui ont à cœur l'éducation en français pour discuter de l'avenir du Bureau de l'éducation française et des démarches à entreprendre pour empêcher sa disparition.

Quelque 150 personnes étaient réunies au centre Caboto à Winnipeg le 7 mars dernier. Une autre centaine se sont rejointes à Île-des-Chênes le 12 mars. Deux assemblées pour une même cause : l'éducation en français et l'importance de maintenir les services du Bureau de l'éducation française (BEF), des services aujourd'hui menacés.

« C'est en octobre dernier qu'on a commencé à entendre des rumeurs que le poste de sous-ministre adjoint au BEF allait être supprimé, rappelle la directrice générale de la Fédération des parents du Manitoba (FPM), Brigitte Léger.

Avec d'autres partenaires, on s'est alors mis ensemble pour agir aussi vite que possible. Aujourd'hui, on veut s'assurer qu'on va bien dans le bon sens. »

Ces Partenaires pour l'éducation en français (PEF), ce sont la Fédération des parents du Manitoba (FPM), les Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba (ÉFM), la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM), l'Université de Saint-Boniface (USB), et la Société de la francophonie manitobaine (SFM).

Anglophones et francophones, parents, enseignants et membres intéressés de la communauté, tous ont pris part à la discussion avec entrain et idées.

Elle-même enseignante, Gisèle Rondeau est venue avec ses trois filles, Véronica, Jolène et Brigitte, toutes enseignantes actuelles ou en devenir.

« Si on n'a plus le BEF pour nous guider dans notre travail, c'est la qualité du français dans toute la province qui va être affectée, déplore-t-elle. Mais après ce soir, j'ai espoir que le monde va se mobiliser. »

« Nous avons commencé la conversation, il faut maintenant répandre l'information », renchérit sa fille, Véronica Rondeau, enseignante depuis près de deux ans.

De la suggestion d'exiger un sous-ministre au minimum bilingue à celle de retirer les enfants de l'école en masse pendant une journée, ou encore d'entamer une démarche judiciaire en invoquant l'Article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et la Loi 5 sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine, la communauté semble en effet prête à l'action.

En outre, la perspective de perdre les services de la Direction des



ressources éducatives françaises (DREF), qui disparaîtrait avec l'abolition du BEF, est inacceptable pour nombre d'enseignants. « Sans la DREF, je n'aurais pas survécu, assure l'enseignante de français anglophone, Meredith McGuinnes. Ils m'envoient plein de ressources en français! »

Lui aussi anglophone, Jonathan Waite est un défenseur de l'éducation en français qui a fait le choix de l'école française pour ses filles. « Le gouvernement pense-t-il que le BEF est un simple service de traduction? s'insurge-t-il. Il y a peut-être des gens qui ne savent pas encore pourquoi le BEF est si important. Il faut leur dire, en parler autour de nous, partout. Le français n'est pas qu'une langue, c'est une culture riche, irremplaçable. »

Bob Douglas en est la preuve. Unilingue anglophone, il n'a pris conscience de la gravité de la situation que le 7 mars. « J'apprends aujourd'hui une situation dont je n'avais aucune idée, confie-t-il. Le gouvernement essaie tranquillement d'enlever leur voix aux francophones. Il faut que le monde le sache. Il faut en parler aux médias anglophones. »

Une suggestion qui n'a pas échappé aux PEF. « J'ai retenu de ces

consultations que si on voulait vraiment soulever la population efficacement, il fallait aussi informer les anglophones, rapporte la présidente des ÉFM, Valérie Rémillard. Nos présentations sont très axées sur les francophones. Avec une présentation en anglais, on ferait plus

« Nous avons commencé la conversation, il faut maintenant répandre l'information »

de vagues. C'est une prochaine étape à envisager. »

S'il se réjouit de voir l'intérêt d'anglophones comme de francophones à la consultation, Raymond Hébert, premier sous-ministre adjoint du BEF

de 1976 à 1979, prévient que « ce n'est que la première étape. Il va falloir surveiller ce dossier de très près et se tenir prêts, en tant que communauté, à se mobiliser. On sent déjà que ceux qui étaient présents ne lâcheront pas la bataille. C'est un excellent message à transmettre au gouvernement ».

Sur la lancée de ces deux consultations, deux gabarits de lettre à envoyer aux élus ont été créés. Elles sont disponibles sur la page Facebook Ensemble pour l'éducation française Mb – together for French education mb.

En outre, un sommet sur l'éducation initié par la Province s'est déroulé le 21 avril à Saint-Vital. Rassemblant la Province, les PEF et la communauté, ce fut l'occasion de rappeler l'importance de l'éducation en français et de son Bureau.

Enfin, les Partenaires vont rédiger un rapport à partir de ces consultations, qui sera soumis à l'équipe du ministre de l'Éducation et de la Formation, l'Honorable Ian Wishart. « Le message y sera clair, conclut Valérie Rémillard : il faut que le poste de sous-ministre adjoint au BEF soit rétabli. Les gens se sont déplacés en très grand nombre pour le dire. » 11



Une pédagogie sur mesure pour une langue dynamique

Par La Liberté
communication pour les ÉFM

La construction identitaire est une pierre angulaire des communautés francophones au Canada, et l'école peut y jouer un rôle clé grâce au projet de la Pédagogie à l'école en langue française (PELF).

« Créée par des chercheurs et un groupe d'enseignants, la PELF est un programme qui vise à travailler la construction identitaire à travers des situations de la vie de tous les jours, explique Sara Lafrance, directrice par intérim des Services aux francophones de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE). Développer la culture et l'identité francophones de nos élèves est une priorité dans chaque province et territoire du pays. »

La FCE a hérité le projet de la PELF du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) afin de répondre au deuxième mandat de l'école française au Canada, le mandat communautaire.

En appliquant la PELF, les enseignants « apprennent à saisir l'occasion au moment où elle se présente en salle de classe, selon le vécu des élèves, et à l'utiliser, poursuit Sara Lafrance. Il n'y a pas de ressources physiques ni de préparation supplémentaire ».

Elle prend l'exemple de la lecture : « Quand les élèves disent qu'ils ne trouvent rien à lire, il faut savoir et comprendre que les choix de livres en français et en anglais ne sont pas les mêmes. Alors, comment faire pour encourager la lecture en français?

L'enseignant doit être prêt à réagir. À partir de là, on peut mener les élèves à réfléchir sur le contexte dans lequel ils grandissent. »

Ainsi, en Alberta, des élèves ont contacté une grande chaîne de restauration rapide pour avoir des livres en français offerts avec les menus pour enfants, et ils ont obtenu gain de cause.

« Cela leur montre qu'ils ne sont pas obligés d'accepter l'environnement dans

« En rendant celle-ci dynamique et actuelle, on fait en sorte que le français et la culture restent vivants. »

lequel ils se trouvent. Ils sont capables de le changer. Ce sont des petits moments, des petites actions, mais les jeunes réalisent que la langue française est utile, communautaire, et qu'elle nous rapproche. »

Les enseignants sont aussi encouragés à utiliser leur environnement pour amener le français hors des salles

de classe. « Si un commerçant parle français, par exemple, il est possible d'organiser une activité avec les élèves afin d'agrandir l'espace francophone au-delà des murs de l'école. Cela permet de les rendre plus à l'aise et confiants dans leur langue. En rendant celle-ci dynamique et actuelle, on fait en sorte que le français et la culture restent vivants. »

Déjà mise en place au secondaire, la PELF a été lancée dans les écoles élémentaires le 20 mars dernier. « Tous les ans, nous proposons une formation à la PELF aux Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba (ÉFM). Cet été, nous rassemblerons les enseignants à Saint-Pierre-et-Miquelon. Notre but est qu'ils se sentent à l'aise avec ces stratégies, et qu'ils soient en mesure de saisir le mouvement, ou même de le provoquer auprès de leurs élèves. »¹

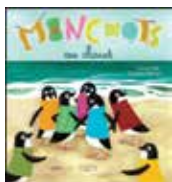
Chaque année dans les provinces et les territoires, le mouvement de la PELF prend un peu plus d'ampleur. « Certains conseils scolaires poussent la PELF plus que d'autres, mais nous avons de plus en plus d'enseignants de partout qui suivent notre formation, termine Sara Lafrance. Ils peuvent tous bénéficier de cette pédagogie, quelle que soit la matière qu'ils enseignent. »^{1A}

¹ Pour plus d'information, consultez le site <http://www.ctf-fce.ca/fr/Pages/Events/Institut-PELF.aspx>

Albums pour réfléchir

Par Sara Belley

Le cerveau se développe beaucoup dès un très jeune âge, mais c'est aussi le cas du cœur. Personne n'est trop jeune pour développer l'empathie, la sympathie, l'amour et la générosité. C'est dans cette optique que je vous présente des albums que j'ai utilisés dans ma classe de deuxième année cette année et qui ont fait réagir mes élèves.

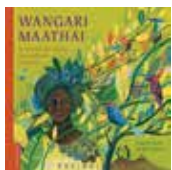


Manchots au chaud

Andrée Poulin et
Oussama Mezher
Éditions KATIS

Dans ce récit véridique,
vous découvrirez la réalité
et les conséquences d'un
déversement de pétrole

sur la vie des manchots et ce que les gens
sont prêts à faire pour les aider.



Wangari Maathai

La femme qui plantait des
millions d'arbres

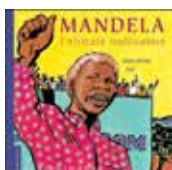
Franck Prévot et Aurélia
Fronty
Éditions RUE DU MONDE



Mama Miti la mère des arbres

Prix Nobel de la paix
Claire A. Nivola
Éditions LE SORBIER
Ces deux livres

présentent la vie de Wangari Maathi, une
femme du Kenya qui a reçu le Prix Nobel
de la Paix en 2004 pour son travail face au
développement durable et le développement
de la paix au sein de son pays.



MANDELA l'Africain multicolore

Alain Serres et Zaü
Éditions RUE DU MONDE

Cet album peut sembler
long et ouvre la porte à
beaucoup de sentiments.

C'est en fait toute la vie de Nelson Mandela
et plus particulièrement, une description de
chaque année d'emprisonnement (27).

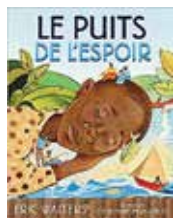


Où vais-je vivre?

Rosemary McCarney

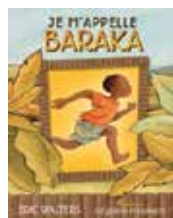
Ce livre nous présente
des photos d'enfants
migrants partout à travers
le monde. De magnifiques

photos qui parlent beaucoup.



Le puits de l'espoir

Eric Walters et Eugenie
Fernandes
Éditions Scholastic



Je m'appelle BARAKA

Eric Walters et Eugenie
Fernandes
Éditions Scholastic



Enfin, le GRAND JOUR

Eric Walters et Eugenie
Fernandes
Éditions Scholastic

Ces trois albums sont à
propos de vrais enfants
que l'auteur a rencontrés
lors de ses voyages au
Kenya. Il a fondé et dirige l'organisme The
Creation of Hope pour aider les orphelins.
Ces trois albums sont riches en émotions et
la partie information à la fin avec les photos
ne peut pas nous laisser indifférents.



WAHID

Thierry Lenain et Olivier
Balez
Éditions ALBIN MICHEL
JEUNESSE

Ce minuscule livre nous
fait réfléchir à propos
de deux pays, de deux
hommes d'origine
différente et de deux destins entrecroisés
par la guerre et l'amour. Livre simple qui fait
réfléchir.



MOHAMED ALI champion du monde

Jonah Winter et François
Roca

Éditions ALBIN MICHEL
Jeunesse

Mohamed Ali n'était pas
qu'un boxeur, il se battait

également pour les droits des gens de
couleurs dans son pays et en Afrique.



Y'a pas de place chez nous

Andrée Poulin et Enzo
Lord Mariano
Éditions Québec
Amérique

Cet album dépeint le trajet en bateau de
deux frères qui cherchent un nouveau pays
et subissent le refus de plusieurs.



Je suis une fille!

Yasmeen Ismail
Éditions MILAN

Le personnage de ce livre
fait ce qu'elle veut et
ce qu'elle aime et ne se
gêne pas de dire aux gens
qu'elle est une fille quand les autres pensent
que c'est un garçon.




Les mots volés

Melanie Florence et
Gabrielle Grimard
Éditions SCHOLASTIC

Ce petit album est une
rencontre entre une petite
fille et son grand-père.

C'est une discussion à propos d'une langue
qui a été volée. L'histoire est lourde de sens
et est très bien portée par les illustrations
chargées de symboles.

Pour conclure, j'espère que mes suggestions de lecture vont vous intéresser. Ces livres m'aident à devenir une meilleure personne et m'aident à enseigner l'ouverture d'esprit à mes élèves afin d'en faire de meilleurs citoyens. Chacune de ces histoires est aussi un point de départ à des discussions animées et chargées d'émotions. Ces moments sont précieux! 

La VIOLENCE

verbale N'EST PAS correcte

La violence N'EST PAS acceptable à aucun moment, envers aucun membre du personnel enseignant, sous aucune forme.



inutile @ laide
gros tas
loser stupide vaurien*
achalant fou % dégoûtant



The
Manitoba
Teachers'
Society

Rapportez un incident de violence à votre direction d'école ou à votre superviseur.

Pour en connaître plus, consultez le site web : mbteach.org